



CJPMO: Le Canada revient aux votes anti-palestiniens à l'ONU

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2019

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Nations Unies](#)

Montréal, le 6 décembre 2019 — Les Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) sont extrêmement déçus de voir le Canada revenir aux votes anti-palestiniens à l'ONU. Il y a deux semaines, le Canada a surpris le monde en cassant avec quinze ans d'habitudes de vote contre la Palestine pour voter en soutien à l'auto-détermination palestinienne. À la suite du vote, les médias canadiens avaient spéculé que le Canada renverserait ses votes à l'ONU concernant Israël et la Palestine. Toutefois, cette semaine, le Canada a encore une fois voté contre une série de résolutions affirmant les droits des Palestiniens, indiquant ainsi au monde entier qu'il continuera de voter de concert avec Israël et les États-Unis à l'ONU.

Chaque année, l'Assemblée Générale de l'ONU (AGNU) vote sur près de 15 résolutions en novembre-décembre qui ont un rapport avec Israël et la Palestine. Pour expliquer ses votes anti-palestiniens, le gouvernement Trudeau laisse entendre que les résolutions sont « biaisées » ou visent à « cibler Israël ». Pourtant la longue liste de votes provient de la frustration que ressent le monde face à Israël qui a refusé pendant des décennies d'admettre ou de réparer ses violations des droits des Palestiniens. D'autres considèrent que les votes canadiens représentent un type de « couverture diplomatique » pour Israël, et les votes du Canada le place dans une petite minorité à l'ONU. Par exemple, pour le vote sur un « règlement pacifique de la question de la Palestine », le vote du Canada l'a placé dans une minorité perdante de sept pays, dont Israël, les États-Unis, les îles Marshall, la Micronésie, Nauru et l'Australie. 147 pays, incluant tous les alliés européens du Canada, ont voté en faveur de la résolution.

CJPMO condamne les votes sans principes de cette semaine qui, une fois de plus, vont à l'encontre du droit international, contredisent la politique étrangère canadienne sur Israël et la Palestine et laissent entendre que le Canada s'oppose à une solution juste et pacifique au conflit israélo-palestinien. Le président de CJPMO, Thomas Woodley, a répondu : « Alors que le gouvernement Trudeau prétend soutenir une solution à deux États et un règlement pacifique du conflit, sa façon de voter à l'ONU va à l'encontre des droits des Palestiniens et mine le processus de négociation au Moyen-Orient. ».

Depuis son élection en 2015, Justin Trudeau a suivi la tradition du gouvernement Harper de voter avec Israël et les États-Unis contre les résolutions soutenant les droits des Palestiniens à l'ONU. Bien que CJPMO ait été prudemment optimiste concernant le vote du Canada en faveur de l'autodétermination palestinienne à l'ONU il y a deux semaines, il est maintenant clair que ce vote n'avait aucun sens. Certains ont suggéré que le vote du Canada sur l'autodétermination palestinienne était soit 1) pour augmenter ses chances de gagner un

siège au conseil de sécurité de l'ONU l'an prochain, ou 2) pour envoyer un message au secrétaire d'État Mike Pompeo désapprouvant son annonce selon laquelle les États-Unis ne condamneraient plus les « colonies » illégales d'Israël comme violant le droit international. Ces deux explications possibles sont décevantes. Depuis des années, CJPMO recommande au Canada, par son vote aux Nations unies, d'appuyer le droit international et de traiter tous les pays sur un pied d'égalité. Malheureusement, le gouvernement Trudeau a ignoré à maintes reprises cette approche simple et raisonnable.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Miranda Gallo

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 438-380-5410

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2019

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca